

REPUBLIQUE DU BENIN

Autorité contractante : *Caisse des Dépôts et
Consignations du Bénin (CDC Bénin)*

MARCHE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
DEMANDE DE COTATION

DOSSIER DE PRESELECTION

Émis le : ...*13 Novembre*... 2024

Pour les prestations de :

**Revue de la conformité aux lois et textes
réglementaires et plan d'actions au profit de la CDC
Bénin (Relance).**

Référence SIGMAP: **PI_CDCB_86931**

Source de financement : **Budget Autonome**

Gestion : **2024**

Imputation budgétaire : **OS1_A4**

NOVEMBRE 2024

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET (AMI)

Objet : Revue de la conformité aux lois et textes réglementaires et plan d'actions au profit de la CDC Bénin (Relance).

Référence du marché : PI_CDCB_86931

Avis N° AMI 009/CDCB/DG/PRMP/2024 du 13/11/2024

1. Le présent avis à manifestation d'intérêt (AMI) fait suite au plan de passation des marchés publics de la Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin) version n°04, publié sur le portail web des marchés publics du Bénin le 22 octobre 2024.
2. La Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin) a obtenu dans le cadre de l'exécution de son budget, des fonds, afin de financer les activités inscrites au PTA 2024, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché de prestations intellectuelles relatif à la **revue de la conformité aux lois et textes réglementaires et plan d'actions au profit de la CDC Bénin (Relance)**.
3. La mission vise à permettre à la CDC Bénin de s'assurer que les activités de la Caisse se déroulent dans le respect des obligations légales et réglementaires pertinentes. Elle vise, en l'occurrence à :
 - **Réaliser une revue juridique et réglementaire de l'institution** : Examiner en détail les lois et réglementations en vigueur au Bénin relatives aux activités de la CDC Bénin afin d'identifier les exigences spécifiques auxquelles elle doit se conformer.
 - **Évaluer la conformité actuelle** : Évaluer le niveau de conformité de la CDC Bénin aux lois et réglementations identifiées plus haut et identifier les écarts et risques de non-conformité.
 - **Formuler des recommandations adaptées** : Formuler des recommandations spécifiques et réalisables pour remédier aux écarts identifiés et renforcer la conformité de la CDC Bénin aux lois et réglementations en vigueur.
4. Le délai de réalisation de la mission est de **deux (02) mois**.
5. Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour les prestations décrites, ci-dessus, en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (nature des activités du consultant en relation avec le domaine des prestations, nombre d'expériences générales du consultant dans le domaine des prestations, nombre d'expériences spécifiques du consultant dans le domaine des prestations, organisation technique et managériale du consultant, liste du personnel professionnel à affecter à la mission, etc.). Il est demandé aux candidats de fournir ces informations en ne dépassant pas 15 pages environ. Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

Page 2 sur 9

6. Les critères demandés seront appréciés à travers les preuves énumérées dans le tableau des critères de sélection.
7. Un minimum de trois (03) plis est requis pour procéder à l'ouverture des manifestations d'intérêt.
8. Le candidat qui présentera le meilleur niveau de qualification et d'expérience sera invité à présenter ses propositions techniques et financières aux fins de négociations. Le candidat sera sélectionné selon la **méthode de sélection fondée sur les qualifications du consultant (SFQC)**.
9. Aux date et heure limites de dépôt des candidatures, si moins de trois (03) candidats ont soumissionné, l'autorité contractante peut, soit contacter directement d'autres cabinets ou firmes en fonction de leurs aptitudes à exécuter les prestations, soit relancer pour un minimum de dix (10) jours calendaires la procédure en vue de compléter la liste restreinte.
10. La présélection sur la liste restreinte tiendra compte des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Note pour le critère	Sous- critères d'évaluation et note	Moyens de Preuve à fournir par le candidat
1. Nature des activités du cabinet/firme en relation avec le domaine des prestations	10 points	Être un cabinet exerçant dans le domaine de l'« assistance ou conseil juridique, ou audit juridique » - Inscription du domaine d'activité « assistance ou conseil juridique ou audit juridique » sur le RCCM ou les Statuts. (10 points) - Non-inscription du domaine d'activité « assistance ou conseil juridique, ou audit juridique » sur le RCCM ou les Statuts. (00 point)	Inscription du domaine des prestations sur le RCCM ou les Statuts
2. Nombre d'expériences générales du cabinet/firme dans le domaine des prestations au cours des dix (10) dernières années	25 points	<ul style="list-style-type: none"> • - Pour les anciens cabinets Avoir réalisé au moins quatre (04) missions de revue de conformité aux lois et réglementations ou des missions d'audit juridique : - 01 expérience complète = Copie légalisée de l'attestation de bonne fin d'exécution ou de service fait appuyée des pages de garde et de signature des contrats correspondants (copies simples) à	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les anciens cabinets Copies légalisées des attestations de bonne fin d'exécution ou de service fait appuyées des pages de garde et de signature des

Critères d'évaluation	Note pour le critère	Sous-critères d'évaluation et note	Moyens de Preuve à fournir par le candidat
		<p>raison de 6,25 points ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une expérience non complète = 00 point • Pour les cabinets naissants et ceux qui n'ont pas encore trois (3) ans d'existence <ul style="list-style-type: none"> - Disposer d'un personnel d'encadrement de niveau BAC+5 en Droit public ou privé justifié par la copie légalisée du diplôme (5 points) : Diplôme valide = 5 points Diplôme non valide = 00 point ; - L'intéressé doit participer au cours des 10 dernières années à la réalisation d'au moins cinq (05) missions de revue de conformité aux lois et réglementations ou des missions d'audit juridique justifiées par le(s) copie(s) légalisée(s) des attestations de travail ou de participation : 01 attestation valide = 04 points 01 attestation non valide = 00 point 	<p>contrats correspondants (copies simples)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les cabinets naissants et ceux qui n'ont pas encore trois (3) ans d'existence <ul style="list-style-type: none"> - Copie légalisée du diplôme requis. - Copie (s) légalisée(s) des attestations de travail ou de participation du personnel d'encadrement
<p>3. Nombre d'expériences spécifiques du cabinet/firme dans le domaine des prestations au cours des dix (10) dernières années</p>	<p>50 points</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les anciens cabinets Avoir réalisé au moins deux (02) missions de revue de conformité aux lois et réglementations ou missions d'audit juridique au profit de l'Administration publique, sociétés ou offices d'Etat ou mixtes ou d'un organisme privé : <ul style="list-style-type: none"> - 01 expérience complète = Copie légalisée de l'attestation de bonne fin d'exécution ou de service fait appuyées des pages de garde et de signature des contrats 	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les anciens cabinets Copies légalisées des attestations de bonne fin d'exécution ou de service fait appuyées des pages de garde et de signature des contrats

Critères d'évaluation	Note pour le critère	Sous- critères d'évaluation et note	Moyens de Preuve à fournir par le candidat
		<p>correspondants (copies simples) à raison de 25 points ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une expérience non complète = 00 point • Pour les cabinets naissants et ceux qui n'ont pas encore trois (3) ans d'existence <p>Disposer d'un personnel d'encadrement de niveau BAC + 5 en Droit public ou privé ayant participer au cours des 10 dernières années à la réalisation d'au moins deux (02) missions de revue de la conformité aux lois et réglementations ou missions d'audit juridique au profit de l'Administration publique, sociétés ou offices d'Etat ou mixtes, ou d'un organisme privé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justifié par le(s) copie(s) légalisée(s) des attestations de travail ou de participation : 01 attestation valide = 25 points 01 attestation non valide= 00 point 	<p>correspondants (copies simples)</p> <p>Pour les cabinets naissants et ceux qui n'ont pas encore trois (3) ans d'existence</p> <ul style="list-style-type: none"> - Copie légalisée du diplôme requis. - Copie (s) légalisée(s) des attestations de travail ou de participation du personnel d'encadrement
4. Organisation technique et managériale du cabinet	05 points	<ul style="list-style-type: none"> - organisation technique = 2 points - Présentation du cabinet = 2 points - Organigramme = 1 point 	Note de présentation du Cabinet et son organigramme
5. Liste du personnel professionnel à affecter à la mission	10 points	<p>-Chef de mission : Titulaire d'un BAC+5 en Droit public ou privé et disposer d'au moins dix (10) années d'expériences professionnelles dans les missions de revue de conformité aux lois et réglementations ou d'audit juridique : (05 points);</p> <p>Diplôme valide = 2,5 points</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Liste du personnel - Les CV - Les copies légalisées des diplômes.

Critères d'évaluation	Note pour le critère	Sous- critères d'évaluation et note	Moyens de Preuve à fournir par le candidat
		<p>Diplôme non valide = 00 pt</p> <p>CV fourni renseignant les dix (10) années d'expériences = 2,5 points</p> <p>CV non fourni ou fourni et ne renseignant pas les dix (10) années d'expériences = 00 point</p> <p>- Expert Associé N°1 : Administrateur civil titulaire d'un BAC +5 en Administration générale ou tout autre domaine équivalent et disposer d'au moins cinq (05) années d'expériences professionnelles dans les missions de revue de conformité aux lois et réglementations ou d'audit juridique (2,5 points);</p> <p>Diplôme valide = 1,5 points</p> <p>Diplôme non valide = 00 point</p> <p>CV fourni renseignant les cinq (05) années d'expériences = 1 points</p> <p>CV non fourni ou fourni et ne renseignant pas les cinq (05) années d'expériences = 00 point</p> <p>- Expert Associé N°2 : Titulaire d'un BAC+3 en secrétariat de direction ou tout autre diplôme équivalent et disposer d'au moins cinq (05) années d'expériences professionnelles dans les missions de revue de conformité aux lois et réglementations ou d'audit juridique (2,5 points).</p> <p>Diplôme valide = 1,5 points</p> <p>Diplôme non valide = 00 point</p>	

Critères d'évaluation	Note pour le critère	Sous- critères d'évaluation et note	Moyens de Preuve à fournir par le candidat
		CV fourni renseignant les cinq (05) années d'expériences = 1 points CV non fourni ou fourni et ne renseignant pas les cinq (05) années d'expériences = 00 point	
TOTAL	100 points	-	-

NB : La note minimale requise pour être présélectionné est de soixante (60) points.

En cas d'égalité du nombre total de points obtenus, le consultant ayant réalisé plus de missions spécifiques sera privilégié.

11. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès du secrétariat permanent de la **Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) de la CDCB sis au 2^{ème} Etage de l'Immeuble « LE JATOBA », Avenue Jean-Paul II, lot 20, Zone résidentielle à Cotonou, Tél : (+229) 21 31 00 52 01 BP : 1689 Cotonou Courriel : prmp.cdcb@cdcb.bj Heures d'ouverture : 08 heures à 12 heures et 14 heures à 17 heures.**

Les manifestations d'intérêts doivent être accompagnées d'une lettre de manifestation d'intérêts dûment signée par le candidat.

12. Les candidats intéressés peuvent obtenir gratuitement le dossier de présélection complet à compter du 13 Novembre 2024. Le dossier de présélection en version électronique sous le format PDF sera immédiatement remis aux candidats intéressés sur simple présentation de ces derniers au secrétariat permanent des marchés publics **Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) de la CDC Bénin sis au 2^{ème} Etage de l'Immeuble « LE JATOBA », Avenue Jean-Paul II, lot 20, Zone résidentielle à Cotonou, Tél : (+229) 21 31 00 52 01 BP : 1689 Cotonou, Courriel : prmp.cdcb@cdcb.bj, Heures d'ouverture : 08 heures à 12 heures et 14 heures à 17 heures** à condition que le candidat remplisse la fiche de retrait du dossier.

Ce retrait est matérialisé par une fiche de décharge établie selon un modèle mis à disposition par l'ARMP.

13. Les manifestations d'intérêt sont rédigées en langue française et doivent être déposées en deux (02) exemplaires physiques à savoir un (01) original et une (01) copie, ainsi qu'une (01) version électronique scannée sur clé USB en format PDF le tout dans une enveloppe unique portant la mention ci-après : « **AMI 009/CDCB/DG/PRMP/2024 du 13/11/2024** » **relatif à la revue de la conformité aux lois et textes réglementaires et plan d'actions au profit de la CDC Bénin (Relance)** » à l'adresse ci-après : **Caisse des Dépôts et Consignations du Bénin (CDC Bénin) ; Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP), sise au 2^{ème} Étage de l'immeuble « LE JATOBA » à côté de la Direction de l'Émigration et Immigration, Avenue Jean**

Paul II, lot 20, zone résidentielle, Tél : 21 31 00 52 ; 01 BP : 1689 Cotonou ; au plus tard le 26 Novembre2024 à 09 heures 00 minute.

Le défaut de présentation des manifestations d'intérêt suivant les modalités prévues ci-dessus est éliminatoire. Les candidatures qui ne parviendront pas aux date et heure limites, ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées et retournées sans être ouvertes, aux frais des candidats concernés.

Les manifestations d'intérêt (versions physique et électronique) seront ouvertes en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaitent être présents, à l'adresse ci-après : salle de réunion de la CDCB sis au 2ème Etage de l'Immeuble « LE JATOBA », Avenue Jean-Paul II, lot 20, Zone résidentielle à Cotonou, Tél : (+229) 21 31 00 52 01 BP : 1689 Cotonou, le 26/11 2024 à 09 heures 30 minutes.

14. Les candidats peuvent introduire un recours devant la personne responsable des marchés publics ou son supérieur hiérarchique dans le cadre de la procédure de manifestation d'intérêt à l'encontre des actes et décisions de cette dernière leur créant un préjudice en indiquant les références de l'AMI et exposant les motifs de leur recours par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée contre décharge ou récépissé.

Ce recours doit évoquer une violation de la réglementation des marchés publics.

Ce recours doit être exercé dans les deux (02) jours ouvrables avant la date limite de dépôt des candidatures ou au plus tard, dans les deux (02) jours ouvrables de la notification des résultats des manifestations d'intérêt. Il a pour effet de suspendre la procédure de présélection jusqu'à la décision définitive de la personne responsable des marchés publics ou de son supérieur hiérarchique.

La décision de la personne responsable des marchés publics ou de son supérieur hiérarchique doit intervenir dans un délai de trois (03) jours ouvrables après sa saisine.

En l'absence de suite favorable à son recours, le requérant dispose de deux (02) jours ouvrables à compter de la réception de la réponse de l'autorité contractante/structure déconcentrée ou de l'expiration du délai spécifié ci-dessus deux (02) jours pour présenter un recours devant l'Autorité de régulation des marchés publics. Une copie du recours adressé à l'Autorité de régulation des marchés publics est notifiée à la Personne responsable des marchés publics/structure déconcentrée pour ampliation.

Cotonou le 13/112024

La Personne Responsable des Marchés Publics,

Herbert Emmanuel VIEYRA



Page 8 sur 9

MODELE DE LETTRE DE MANIFESTATION D'INTERET

[insérer Nom du Candidat]

[insérer Lieu et date]

Objet : Manifestation d'intérêt pour [indiquer nature de la prestation]

A

Monsieur le [indiquer titre du représentant
de l'Autorité Contractante/structure
déconcentrée]

Monsieur le [indiquer Titre du représentant de l'Autorité contractante/structure
déconcentrée],

Après avoir examiné le dossier de présélection dont nous accusons réception, nous vous soumettons notre candidature à la présélection pour la [indiquer nature de la prestation].

Notre dossier de candidature comprend :

- 1) la présente lettre de manifestation d'intérêt ;
- 2) la note de présentation du cabinet/firme accompagnée de l'organigramme ;
- 3) le registre de commerce/les statuts ;
- 4) les preuves des expériences du cabinet/firme [copies légalisées des attestations de bonne fin d'exécution appuyées des pages de garde et de signature des contrats correspondants (copies simples)]¹ ;
- 5) la liste du personnel professionnel à affecter à la mission appuyée de la copie simple des diplômes etc.² ;

Veillez agréer, Monsieur le [indiquer le titre du représentant de l'Autorité contractante/structure déconcentrée], l'assurance de notre considération distinguée.

(Signature et cachet du responsable/représentant habilité du cabinet/firme)

¹ Pour les cabinets/firmes naissants et ceux qui n'ont pas encore trois (3) ans d'existence, preuves légalisées des expériences professionnelles du personnel d'encadrement

² Les exigences des points 4 et 5 ne sont pas applicables pour la constitution des bases de données des demandes de cotation